

Le calme est revenu, mais l'inquiétude ne s'est pas dissipée

Massacres au Rwanda : risque d'extension



Même si dans les collines du Bugesera, où des civils tutsis ont été massacrés, la situation semblait calmée en ce début de semaine, l'inquiétude des observateurs ne s'est pas dissipée : chacun, à Kigali comme à l'étranger, redoute que les violences ethniques s'étendent plus loin dans le pays. Le ministre belge des Affaires étrangères, M. Willy Claes, a proposé aux « Douze » d'effectuer une démarche communautaire auprès des autorités rwandaises afin de leur demander d'intervenir d'urgence afin de prévenir une escalade de la violence.

Le nombre de victimes dépasserait déjà le bilan officiel de 20 à 30 morts : il s'élèverait à une centaine de victimes, certaines sources parlant même de 300. Le bilan réel est d'autant plus difficile à établir que des corps seraient éparpillés dans les collines.

Selon certaines informations, les troubles du Bugesera pourraient déborder dans d'autres communes et des troubles auraient déjà été relevés du côté de Kibirira, Kibungo, Kibuye. Les autorités

rwandaises ont déjà décrété le couvre-feu dans la préfecture sud de Kamazi et des observateurs craignent que la perspective de troubles dans d'autres régions soit le prétexte à décréter le couvre-feu sur d'importantes parties du territoire, ce qui hypothéquerait davantage encore l'évolution du Rwanda vers la démocratie. En outre, le couvre-feu n'arrange rien : suivant certaines sources, c'est précisément la nuit que des tueurs, protégés par les autorités locales, poursuivent leurs activités et répandent la terreur sur les collines. Des témoignages relatent que des paysans hutus, encadrés par les autorités locales et les militaires, ou profitant à tout le moins de la passivité des forces de l'ordre, s'en prennent spécifiquement à leurs compatriotes tutsis et incendient leurs maisons. La terreur régnant sur les collines aurait déjà obligé entre 5 et 10.000 personnes à quitter leur lieu d'habitation.

Les autorités rwandaises expliquent les troubles dans le Bugesera par le fait que le Front patrioti-

que rwandais, composé d'opposants qui opèrent à partir du territoire ougandais, recrute régulièrement de jeunes recrues parmi les familles tutsis de la région. La guerre menée par le FDR depuis octobre 1990, et le sentiment d'insécurité qui habite désormais tous les habitants du Rwanda, qu'ils soient hutus ou tutsis sont évidemment propices à des réactions passionnelles. A cela s'ajoutent des tracts circulant sur les collines, dont l'origine n'a pas été identifiée, et qui déclarent « Il faut tuer tous les leaders hutus ». Authentiques, ou résultant de provocations, ils ne contribuent évidemment pas à calmer les esprits.

Préoccupée par les nombreuses violations des droits de l'homme au Rwanda, l'organisation américaine Africa Watch relevait dans une étude récente qu'en fait, depuis l'éclatement de la guerre d'octobre 1990, les tensions n'avaient jamais cessé au Rwanda : après les arrestations massives de suspects, des centaines de Tutsis furent attaqués et massacrés dans la région de Kibirira,

au nord-ouest de Giseniy et en janvier 1991, après que le FPR eut attaqué la prison de Ruhengeri, les Bagogwe, un sous-groupe tutsi vivant au nord-ouest du Rwanda, subirent une série d'assauts, qui firent plus de 300 morts. En novembre 1991 des officiels de la commune de Murambi ont incité des Hutus à attaquer des Tutsis, ainsi que des membres de partis d'opposition et 500 personnes prirent la fuite. Relevant qu'à cause de la guerre, les forces armées rwandaises sont passées de 5.000 à 30.000 hommes et que les nouvelles recrues n'ont pas beaucoup d'entraînement, le rapport d'Africa Watch souligne aussi que malgré les promesses des autorités, les responsables des massacres ne furent jamais jugés et sanctionnés. En sera-t-il de même cette fois-ci ? Les diplomates occidentaux semblent s'en préoccuper et l'ambassadeur de Belgique au Rwanda, qui s'est déjà rendu dans les zones troublées, a fait rapport à ses collègues...

C. B.